

La Déglobalisation sectorielle comme levier de développement: Perspectives théoriques pour les Etats Rentiers

Sectoral Deglobalization as a lever for development: Theoretical perspectives for Rentiers States

Sofia Lilia Boulesnam

Université Alger 3, (Algérie), boulesnam.sofialilia@univ-alger3.dz

reçu: 25/09/2025

Accepté : 12/11/2025

Publié : 30/12/2025

Résumé :

La globalisation n'a servi que ses architectes, le système globalisé a été tissé sur mesure en faveur des intérêts de ses acteurs dominants et au détriment des acteurs qui subissent la mondialisation. En combinant les travaux réalisés sur l'Etat rentier et ceux sur la démondialisation, nous proposons d'ajouter une dimension nouvelle pour démanteler le mode de fonctionnement d'une économie de rente par une déglobalisation partielle et temporaire. L'insertion internationale relève du rôle de l'Etat Nation, qui détient encore la possibilité de fixer les modalités et les conditions de son ouverture au marché. Les mesures déglobalistes, protectionnisme et relocalisation, demeurent un choix politique. Nous concluons en proposant de sortir de la dépendance rentière et de conditionner des secteurs ciblés, en adoptons des stratégies de démondialisation par unité, qui serait le processus réparateur pour un Etat Rentier. Un processus qui s'applique parfaitement sur le cas des économies dépendantes.

Les mots clés: Démondialisation; Syndrome Hollandais; Etat rentier; Protectionnisme; Autosuffisance minimale.

Abstract:

Globalization has only served its architects; the globalized system has been tailored to favor the interests of its dominant players and to the detriment of those who suffer from globalization. By combining research on the rentier state and deglobalization, we propose adding a new dimension to dismantle the functioning of a rentier economy through partial and temporary deglobalization. International integration is the responsibility of the nation state, which still has the power to set the terms and conditions for its openness to the market. Deglobalization measures, protectionism, and relocation remain a political choice. We conclude by proposing to break out of rentier dependency and condition targeted sectors by adopting unit deglobalization strategies, which would be the remedial process for a rentier state. A process that applies perfectly to dependent economies.

Keywords: Deglobalization; Dutch Disease; Rentier state; Protectionism; minimal self-sufficiency.

1. Introduction:

Les dernières crises, post 2020, à effets mondiales, sanitaire due à la pandémie du COVID19 et énergétique due à la guerre en Ukraine ou encore les tensions géopolitiques et la fragmentation, prouvent que le système libéral globaliste n'a pas réussi sa mondialisation -dite heureuse- et n'a pas atteint ses objectifs, en l'occurrence : la croissance universelle – The win win-, la réduction des inégalités à l'échelle mondiale, la paix mondiale...etc. La première crise nous montre que la mondialisation a d'abord créé une « interdépendance sans solidarité »¹ mais a surtout débité la majorité des Etats de l'autosuffisance minimale, nous l'avons vécu, dès l'invasion du virus, les Etats ont refermé les nations sur elles-mêmes. La seconde liée à la guerre en Ukraine, qui est une guerre mondialisée « En partie causée par les processus de mondialisation, cette guerre se construit et s'accomplit en utilisant les ressources de la mondialisation »², a signé la fin de l'illusion des interdépendances pacifiques et annoncé le retour des blocs.

La Démondialisation n'est plus qu'une approche, le monde post covid et les relations internationales sont aujourd'hui à l'épreuve du recul du libre-échange. L'administration Trump a mis en place des barrières tarifaires en imposant une politique protectionniste très agressive (le taux moyen des droits de douane appliqués est passé de -2,5% à -27% cette année.)³. Les inégalités sociales et économiques interétatiques avec une concentration de la richesse mondiale à 1% de la population mondiale, le creusement des écarts tel qu'apporté par OXAFAM et la Banque Mondiale et d'autres faits, font que la démondialisation, au sens d'une acceptation purement économique (le constat d'un recul du volume des échanges à l'échelle planétaire), est aujourd'hui un phénomène déjà observable et pas nouveau. Ces crises ne font qu'accentuer des tendances déjà en œuvre dans l'économie mondiale. La récession, le protectionnisme, les relocalisations étaient en cours dans différentes localités du monde depuis la crise financière de 2008.

Quant à la démondialisation au sens d'un projet alternatif à la mondialisation néolibérale, le concept est nouveau dans l'histoire des idées récentes, il prend plusieurs formes dans le débat économique et politique et s'élargi à plusieurs dimensions. Cet article distingue entre les différents idéaux de la démondialisation et porte la notion dans son sens primaire, t-elle qu'architecturé par Welden Bello, c'est-à-dire une démondialisation qui veut en finir avec le modèle univoque qui s'applique aux pays en voie de développement, sans leur laisser la possibilité de déterminer leurs stratégies économiques par eux-mêmes.

Les Etats perdants de la mondialisation, qui ont été fragilisés par l'ouverture des marchés et la libéralisation des capitaux, ceux qui subissent les inégalités et qui se sont retrouvés dans une dépendance avec des balances commerciales défaillantes, peuvent encore corriger leurs parcours. En se libérant des politiques dictées par le système libéral, en sortant du paradoxe des défenseurs de la globalisation, qui imposent une ouverture au marché, alors que tous les Etats gagnants de la mondialisation ont commencé par des stratégies de développement basées sur des politiques de repli et de protectionnisme. Cette étude est le fruit d'une réflexion d'économie politique internationale qui se tisse autour de la problématique suivante : La démondialisation par unité (sectorielle/partielle) dans le cas d'un état rentier, est-elle un processus correcteur pour soigner le mal Hollandais en favorisant un retrait temporaire ?

De cette problématique découle d'autres questions à lesquelles nous essayons de répondre : Qu'est-ce que la démondialisation ? Qui sont les Etats perdants et pourquoi devraient-ils opter pour des mesures démondialistes ? Comment démondialiser pour sortir de la dépendance dans le cas de l'Etat rentier type stable ? Quelles choix et possibilités une économie rentière stagnante ? Pour suivre cette évolution, nous commençons par une brève présentation de l'origine du mot et de l'histoire de la notion de démondialisation, nous distinguons entre les différents types de démondialisations pour bien cerner celle que nous défendons. Dans une autre partie nous exploitons les différents types d'Etat rentier, en se basant sur des études et données déjà établies sur le sujet et nous analysons enfin les possibilités d'une démondialisation sectorielle.

Clarification méthodologique:

L'analyse présentée dans cet article repose sur une démarche d'économie politique internationale articulant une revue critique de la littérature, une analyse comparative des typologies d'États rentiers et l'exploitation de données secondaires issues de sources internationales. La méthodologie adoptée est essentiellement qualitative et théorique, l'objectif étant de construire un cadre analytique permettant de relier la démondialisation sectorielle aux mécanismes de sortie du syndrome hollandais. Sur le plan théorique, la recherche mobilise les travaux fondateurs relatifs à la mondialisation, à la démondialisation et aux modèles de dépendance structurelle (Cassen, Bello, Amin), ainsi qu'une littérature substantielle sur les économies rentières et les effets économiques de la rente. Cette base théorique permet d'identifier les différents sens du concept de démondialisation, d'en éclairer les distinctions conceptuelles et de situer l'approche sectorielle dans la littérature économique contemporaine.

Sur le plan analytique, l'étude procède à une comparaison des typologies d'États rentiers proposées par Azizi, Giraud, Olivier, Kamga et d'autres auteurs. Cette comparaison vise à situer les États rentiers « stables » et non diversifiés — catégorie centrale de l'article — par rapport aux rentiers « vertueux » et aux rentiers « en décomposition ». Cette démarche permet de définir avec précision les caractéristiques des États « perdants de la mondialisation ». L'article mobilise également des données secondaires provenant du World Inequality Database (WID) et de la Banque mondiale. Ces données ne sont pas exploitées dans une modélisation statistique mais servent à illustrer les dynamiques structurelles qui affectent les économies rentières, notamment la dépendance aux matières premières, la désindustrialisation, la volatilité macroéconomique et la faible création de valeur ajoutée.

Ainsi définie, la démarche méthodologique vise à articuler concepts, typologies et données pour proposer un modèle théorique de démondialisation sectorielle susceptible de corriger les déséquilibres propres aux États rentiers.

2. Du concept de Déglobalisation (Démondialisation)

Le terme de globalisation est, comme le précise, des plus galvaudés et il importe de préciser ce que recouvre le concept. La mondialisation, entendue au sens très général de liaisons et de circulations entre des zones géographiques plus ou moins lointaines, est un processus historique, aussi ancien que l'existence même des êtres humains, qui remonte au moment où la construction de système politiques, économiques, religieux, techniques et culturels supra locaux engendre toute une série de décloisonnements. L'origine de la première dynamique mondiale dite "mondialisation archaïque" date de l'âge du bronze, à partir de 4000 av. J-C. Vient ensuite la "Proto-mondialisation" du XVIII^e siècle caractérisée par une emprise croissante des Etats européens sur le monde⁴.

La globalisation consiste à combiner plusieurs éléments différents en un tout homogène ou à les présenter de manière globale. Elle est le fait de l'internationalisation, c'est-à-dire de la perception, de la conception d'une chose comme un tout. Dans un sens économique, la Mondialisation-Globalisation est sans aucun doute le facteur le plus visible dans le développement des relations économiques entre les pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au sens strict, il s'agit d'accroître les échanges de biens et de services entre les économies nationales. La mondialisation fait référence au processus par lequel les économies, de divers pays, deviennent de plus en plus interdépendantes et forment un espace économique mondial de plus en plus intégré. C'est un phénomène complexe, aux dimensions commerciales, productives et financières, créant des relations

d'interdépendance⁵.

Dans le lexique économique et socio-politique, le terme renvoi, à un processus d'internationalisation des transactions industrielles, commerciales et financières. Il est lié à la libéralisation des échanges et à leur intensification. Phénomène d'intégration économique, la globalisation contribue à rendre les pays interdépendants notamment à cause de la libre circulation des biens et des services, des capitaux, des humains, des idées et de la technologie. La globalisation économique se traduit par un effacement progressif des frontières nationales et par un accroissement : des échanges de biens et de services, des mouvements de capitaux, du rôle des entreprises multinationales et des migrants.

Aujourd'hui la mondialisation a été exploitée sous ses diverses facettes, ce mot (attrape-tout) présente en effet le mérite de désigner l'expérience universelle et protéiforme « d'extension et d'intensification à l'échelle du monde des relations sociales »⁶. Cependant, la mondialisation a surtout inspiré les économistes, les spécialistes de géopolitique quand le monde a semblé se réunifier après 1989. Or, depuis la crise financière de 2008 les détracteurs de la mondialisation ont fait émerger de nouveaux concepts: Altermondialisme, Antimondialisation, Démondialisation ... Des notions multi sens qui parfois s'opposent farouchement, parfois se croisent et d'autres fois se veulent correcteurs de la mondialisation libérale.

2.1 Aux origines de la démondialisation

Le terme de Démondialisation (Déglobalisation) est encore plus complexe que celui de mondialisation et tout aussi galvaudé.

En novembre 1996, dans la revue « Manière de voir » publiée par le journal français « Le Monde Diplomatique », le journaliste Bernard Cassen signait un article intitulé « Et maintenant... démondialiser pour internationaliser ». Le texte débute par l'analyse d'un amalgame : celui qui est fait à longueur de temps par les néolibéraux entre la mondialisation et une valeur chère à la gauche, l'internationalisme. Pour l'auteur, les deux notions sont tout à fait opposées, car « [la mondialisation] nie et contourne la nation, en tant que seul espace concret d'exercice de la démocratie, au lieu de la dépasser en l'englobant, comme le fait l'internationalisation ». Il plaide au contraire pour une démondialisation, dont l'objectif serait « la sauvegarde de ce qui subsiste d'espaces non encore investis par la logique du capital » et surtout de « tendre à ce que le périmètre de la prise de décision démocratique coïncide le plus possible avec celui de la capacité de régulation des flux économiques et financiers ». Concrètement, il s'agirait de « freiner, par des taxes et par l'interdiction des paradis fiscaux, la circulation erratique

et déstabilisatrice des capitaux mondiaux », de « subordonner les échanges commerciaux au respect de clauses écologiques, sociales et culturelles, en refusant de se laisser culpabiliser par les accusations de “protectionnisme” ».⁷

Le concept de Démondialisation a été, par la suite, théorisé par le philippin Welden Bello et transposé dans le débat politique en particulier, sur la scène politique Française, par Arnaud Montbourg et très porté par l'économiste Jaque Sapir. Pour le premier qui donné forme au concept, Walden Bello, dans son livre référence ‘‘La démondialisation - Idées pour une nouvelle économie mondiale’’, la démondialisation est une alternative, une autre voie possible. Un projet politique et un choix politique, qui naît principalement de la contestation du rôle central de l'Organisation mondiale du commerce. L'OMC prétend régir les échanges commerciaux à l'échelle mondiale, est accusée d'écraser les économies les plus faibles. (Un procès déjà fait par les Altermondialistes). Mais l'idée de W. Bello est autre : Il propose d'en finir avec le modèle univoque qui s'applique aux Etats en voie de développement sans leur permettre de déterminer leurs propres stratégies économiques. « L'expérience des nouveaux pays industrialisés, ou de l'Amérique latine des années 60 et 70, démontre que tout ce qu'ils ont accompli en matière de développement capitaliste reposait précisément sur une telle marge de manœuvre, en particulier en matière de politique commerciale. »⁸

W. Bello propose que tous les pays reconquièrent cette marge de manœuvre pour des institutions régionales au lieu de mondiales. Pour lui la démondialisation n'est pas une fin de la mondialisation, ni une sortie de la mondialisation mais une réorganisation du monde pour assurer une croissance équitable et responsable sur le long terme.

Cassin est celui qui a utilisé le mot pour la première fois et Welden Bello est celui qui a mis une théorisation première à un concept qui se veut avant tout l'idée d'une autre voie possible. Mais l'idée n'est pas totalement nouvelle, car elle trouve ses origines chez l'économiste Egyptien Samir Amin, dans son livre ‘‘La déconnexion’’. La thèse présentée dans son ouvrage ‘‘La nécessité de déconnecter’’ par rapport au système capitaliste mondialisé⁹ est généralement mal connue, et peut-être de ce fait, aussi mal reçue. La nécessité de déconnexion est le produit politique logique du caractère inégal du développement du capitalisme. La déconnexion suppose la mise en place d'un modèle de développement de type socialiste toujours d'actualité (envisagé comme un futur à construire), mais qui laisserait place à un large espace de participation politique et sociale tout en reconnaissant les indépendances et les autonomies ancestrales, légitimes des peuples et des communautés.¹⁰ De la même manière, il devrait englober des efforts

supranationaux et régionaux de plusieurs pays, gouvernements et peuples à la recherche d'une indépendance commerciale, financière, technologique et culturelle. Les initiatives de l'Union des Nations Sud-Américaines (UNASUR), de la Communauté d'États Latino-Américains et Caraïbes (CELAC), de la Banque du Sud, de l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), des BRICS et du Forum social mondial (dont S.Amin fut l'un des promoteurs et fondateurs aux côtés de l'ex-président du Brésil Lula Da Silva), font partie de ces initiatives. On peut y ajouter celles du Forum du Tiers-Monde et du Forum Mondial des Alternatives (FMA), dont il était le président¹¹.

La démondialisation a aussi pour proposition centrale le protectionnisme, qui est un ensemble de décisions politiques nationales ou à l'échelle d'une union douanière de nations, visant à protéger la production locale contre la concurrence des produits importés, et à protéger l'écosystème contre la pollution provoquée par les conditions de production et de transport dans des marchandises importées.¹² Une démondialisation protectionniste trouve ses origines dans les idées et travaux de J. M Keynes: « Je sympathise (...) avec ceux qui souhaiteraient réduire au minimum l'interdépendance entre les pays plutôt qu'avec ceux qui souhaiteraient la porter à son maximum. Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : ce sont là des choses qui, par nature, doivent être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous, chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible, et surtout, faisons en sorte que la finance soit une priorité nationale »¹³.

Ces idées et discours ont anticipé, dans une certaine mesure, à conditionner les premières manifestations de la démondialisation.

2.2 Typologie des démondialisations

La démondialisation ou la déglobalisation est encore un concept nouveau, Attali le considère comme un concept panier dans lequel nous pouvons tout mettre, ce qui n'est pas faux, souvent la démondialisation et pour des intérêts servants des courants politiques précis fut récupérée et déviée de son sens. Pour Jagdish Baghwati il n'y a pas une mondialisation mais des mondialisations, pour l'alternative de celle-ci, il n'y aura certainement pas une démondialisation mais des démondialisations, il est donc important de différencier entre les démondialisations. Première démondialisation à distinguer, est celle qui est considérée phénomène, du sens purement économique, cette démondialisation représente le recul de la mondialisation libéral, des échanges inter-étatiques et se manifeste aussi par l'émergence des mesures déglobalistes chez les acteurs de la mondialisation. Alors que l'autre démondialisation est un projet politique issu de l'histoire récente des idées. Telle que portée par Walden Bello, bien avant lui par Samir Amin ; et c'est

de cette démondialisation qu'il s'agit quand on parle d'une démondialisation comme processus réparateur, elle est proposée par unité (unité = nation) afin de la rendre applicable.

La démondialisation peut suivre plusieurs cheminements, nous les divisons ici en trois process de démondialisation :

- A-** Une démondialisation citoyenne : (Altermondialiste) qui pourrait mener vers une rupture avec le système capitaliste globalisé et une cessation et un changement mené par le bas, plus exactement par le biais des mouvements sociaux et des citoyens du monde. Ce processus est utopique et ne peut se concrétiser dans un système dans lequel les détenteurs de capitaux sont les détenteurs du pouvoir.
- B-** Une démondialisation institutionnelle : Cette deuxième démondialisation serait un process de cessation par le haut, dissolution des instances économiques et commerciales supranationales, cette démondialisation ne peut avoir lieu dans le monde actuel pour deux raisons, la première est que les organisations économiques mondiales sont des acteurs puissants (en fonction) et la deuxième est que les puissants maintiennent en marge le multilatéralisme, malgré fragilisé, les déconstructions des OIC ne semble pas réalisable dans le contexte monde actuel.
- C-** Démondialisation par unité: La dernière démondialisation, possible, est une démondialisation par unité, de préférence sectorielle, le choix ici implique la souveraineté de l'état nation et revient au libre consentement de ses politiques, ça consiste à sortir temporairement et partiellement de la mondialisation pour corriger le parcours du pays, un état peut protéger son marché du textile par exemple afin de développer ce secteur et assurer un accompagnement de l'état qui au fil du temps fortifie le secteur du textile et le conditionne avant de le faire entrer dans la concurrence d'un marché mondial.

Cette démondialisation, même si l'appellation est nouvellement utilisée (démondialisation sectorielle) en tant que stratégie, elle a toujours existé et les pays qui ont réussi leur intégration au système mondiale ont d'abord opté pour les mesures dégloabalistes.

3. L'Etat nation face à la globalisation : Cas des Etats rentiers à l'épreuve de la mondialisation

La mondialisation a entraîné une perte d'autonomie économique des Etats. Les conséquences ont été dramatiques, et donc la nécessité d'établir des politiques de prévention, d'assurer aussi une politique d'auto-suffisance minimale et des stratégies bien définies pour se faire sa lace dans cette mondialisation, en tant

qu'Etat concurrent. Jusqu'à aujourd'hui, les Etats ont encore le pouvoir décisionnel sur ses propres politiques, et donc la réparation est tout à fait faisable. Les plus concernés par l'urgence de corriger le chemin d'intégration et d'échange, ce sont les Etats perdants de la mondialisation, ceux qui l'ont subi et qui continuent de subir les conséquences d'un recul dans la dynamique actuelle du libre-échange.

Les nations souveraines constituent des entités politiques fondamentales, au sein desquelles se développent les activités économiques. Elles effectuent de nombreux liens entre elles dans le cadre du réseau complexe d'échanges et dans le cadre aussi des relations internationales. Il n'est pas inutile de souligner que celles-ci exercent une influence très importante sur le développement et la croissance des pays, notamment dans le cadre de la mondialisation libérale qui implique la totalité des pays dans un process inégalitaire, imposant une concurrence déloyale avec des effets différents sur les Etats nations. La mondialisation a pour effet d'accroître l'interdépendance économique des pays. En revanche, les économies de plusieurs pays sont impactées différemment, la globalisation peut être bénéfique pour certains pays, comme elle peut nuire à d'autres économies. Les Etats pauvres et les Etats rentiers (stables ou en décomposition) sont les grands perdants de la mondialisation libérale

La globalisation a augmenté les inégalités¹⁴, mais aussi les inégalités inter-étatiques, produisant ainsi dans le monde des Gagnants et des perdants, ce qui nous intéresse dans la présente étude ce sont les Etats perdants de la mondialisation libérale, ceux qui subissent la globalisation et peinent à trouver leur place dans un marché mondiale déloyale, telle que les économies du sud.

Selon le dernier rapport du World Inequality Database (WID) 2024/25, les écarts de revenus par région sont assez révélateurs, le rapport montre clairement que la croissance mondiale masque ces écarts, car les régions les plus pauvres sont bien en dessous de la moyenne mondiale. Le rapport démontre aussi que certaines régions du sud comme des Etats PPTE d'Afrique sub-saharienne ou encore des Etats de l'Amérique Latine ont une croissance de revenue par habitant plus lente, souvent leurs économies partent de très bas, ce qui rend systématiquement leur rattrapage plus difficile. Le rapport annuel du WID prouve aussi que malgré une reprise post covid dans pleins de pays, les régions les plus pauvres restent extrêmement marginalisées.¹⁵

Ce qui a été observé durant des décennies, par des experts et économistes, c'est que les Etats qui n'ont pas tiré de gain réel de la mondialisation économique, ceux considérés comme perdants, sont généralement des Etats très riches en ressources naturelles, mais souvent classés comme les plus pauvres. Des rapports

et des études démontrent bien ce paradoxe. La Banque Mondiale, publie en octobre 2024 un rapport « Poorest Economies Face Toughest Condition in Two Decades » qui revient sur les deux dernières décennies et dans lequel l'institution souligne que les 26 économies les pauvres et les plus endettées (avec le revenu par habitant de 1 145 USD/an, sont pour la majorité des Etats exportateurs de matières premières. Ce rapport prouve aussi que ces Etats sont vulnérables aux cycles des prix des produits de base et aux chocs externes comme les pandémies et catastrophes naturelles. Cela affecte entre autres leur capacité fiscale et leur croissance.

Certains Etats rentiers ont progressivement perdu les tendances développementistes à cause de la concurrence inégalitaire. Cette situation face à la mondialisation pose plusieurs problèmes comme nous allons le voir dans la prochaine partie.

3.1 Les pays atteints du Dutch Dieases

D'abord et afin de ne pas rester dans les typologies généralisantes, ce ne sont pas tous les Etats rentier qui sont perdants de la mondialisation, il existe plusieurs types d'Etat rentier, il faut distinguer lequel est considéré comme perdant. Il s'agit des pays rentier à revenu moyen ou faible qui n'ont pas une rente aussi importante que celle des pays à haut revenu. Ces pays souffrent de faible taux d'investissement, causé par la forte concurrence, leur rente n'est pas suffisante, au moment où la densité populaire est forte. Ces symptômes sont d'un Etat rentier non vertueux. Les économies rentières sont très dépendantes des prix des matières premières, à chaque fois que les coups de leurs productions baissent ou sont faibles, ces pays se retrouvent dans la difficulté de surmonter les besoins internes. Autres défis de l'Etat rentier c'est son incapacité à diversifier sa production, la désindustrialisation public et l'importation massive sont aussi des facteurs révélateurs du mal Hollandais dont souffre ce type d'économie.

Le syndrome Hollandais est un phénomène économique, lié à la géopolitique et aux ressources d'un Etat, un mal qui se définit comme une corrélation négative entre le PIB et le taux d'exportation des matières premières. Dans l'éventualité où plus la richesse en ressources est abondante plus la croissance est faible, il s'agit bien d'un problème de captation des rentes, celle-ci générée exclusivement par la vente des matières premières, conduit à une redistribution abusive et irrationnelle. L'Etat atteint du Dutch Diaeses se trouve face à la problématique de reposer toute son économie sur la rente, sans en être capable de créer une production diversifiée, ce qui mène systématiquement à la désindustrialisation du pays et à la dépendance rentière.

Le syndrome hollandais est un mot utilisé en économie pour décrire les effets

négatifs qui pourraient résulter d'une augmentation soudaine de la valeur de la monnaie d'un pays. Elle est largement liée à la découverte ou à l'exploitation d'une riche ressource naturelle et aux effets imprévus qu'une telle découverte pourrait avoir sur l'ensemble de l'économie d'un pays.

L'article pionnier de Sachs et Warner, établissant une corrélation négative entre part des exportations primaires dans le PIB ou dans les exportations totales et croissance du produit par tête, a jeté les jalons de cette littérature vaste et controversée. Les auteurs mettent notamment en évidence qu'une augmentation d'un écart-type des exportations de matières premières en proportion du PIB réduirait le taux de croissance de l'ordre de 1 point de pourcentage par an. Ils expliquent leur résultat par le concept du « syndrome hollandais », selon lequel le développement du secteur des ressources nuit au développement des autres secteurs de l'économie, principalement le secteur industriel, en raison de l'appréciation du taux de change réel qu'il induit, considérant que le ralentissement du secteur industriel obère la croissance économique de long terme.

Il existe une abondante littérature théorique et empirique qui traite la dite "Malédiction des matières premières" plus connue par "la maladie Hollandaise", une littérature qui met experts et observateurs en désaccords sur le déterminisme et la généralisation dans la notion même de malédiction des ressources naturelles, qui laisserais croire que les matières premières induisent inévitablement des conséquences négatives sur les sociétés. Or toutes les ressources ne se valent pas et n'ont pas des impacts de même nature. Tout dépend de l'usage fait de la rente, les travaux de recherches sur la malédiction de la rente manière et pétrolière en Afrique de J. Azizi, P.N Giraud, T Olivier et P. Kamga dans « Richesses de la nature et pauvreté des Nations » ont complété les manquements de l'hypothèse en apportant une analyse renouvelée des problèmes théoriques et pratiques que présentent le partage des rentes minières et pétrolières, entre opérateurs industriels et Etat, ainsi que l'usage des rentes par les Etat. En outre, les auteurs procèdent à une taxonomie des Etats rentiers. Ils distinguent trois catégories. Les "États rentiers vertueux" dans lesquels, la rente est utilisée pour maintenir les revenus des générations futures à un niveau plus élevé (investissement dans le capital humain, diversification de l'économie). Dans les "États rentiers stables", les pouvoirs publics s'assurent de la circulation de la rente dans la société de telle sorte que la quasi-totalité de la population soit satisfaite afin de garantir une certaine stabilité politico-sociale. Enfin, "l'État rentier en décomposition" est symptomatique de la malédiction des ressources naturelles. Ces États se trouvent dans une dynamique auto-entretenu de la trappe à pauvreté.¹⁶ Lorsque les matières premières se

raréfient, l'économie peut sombrer dans un marasme.

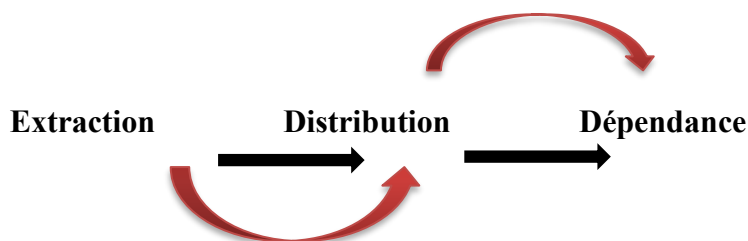
En se basant sur la classification des Etats rentiers de l'étude citée plus haut, et en utilisant les quelques indicateurs cités plus haut sur les économies de rentes, nous pouvons constater que les Etats qui peuvent être considérés comme perdant du système libéral et de la globalisation économique sont ceux des pays rentiers mais avec des économies faiblement diversifiées dans laquelle les secteurs non-rentiers sont atrophiés et d'un État rentier stable mais qui présente tous les symptômes de la maladie Hollandaise :

- Ultra-dépendance des recettes des hydrocarbures ;
- Importantes subventions publiques ;
- Faible croissance du secteur manufacturier ;
- Dérives inflationnistes.

La maladie Hollandaise a des remèdes, l'Irlande en soit est un model à suivre, pour s'en sortir il existe des alternatives. Les états perdants de la mondialisation et stagnants peuvent s'en sortir en appliquant des politiques économiques déglobalistes. Surtout quand les voyants semblent être passés au vert pour engranger les revenus. Une période de prospérité, souvent avec la hausse du produit de rente : l'Or, le Gaz, le phosphore...etc, des moments qu'il faudrait saisir pour justement apporter des solutions à la dépendance rentière et se conditionner pour mieux affronter la mondialisation, une étape qui justement devrait prôner des mesures déglobalistes (Hors du process globaliste) en protégeant les secteurs à développer, il s'agit là d'une déglobalisation temporaire et partielle qui viserait des secteurs bien précis, avec lequel l'Etat concerné peut rebondir.

3.2 Une Déglobalisation sectorielle pilotée par l'Etat

Démantèlement du schéma rentier : Le schéma dans lequel se trouve l'Etat rentier stable passe par une triade "maléfique" qui l'empêche de se développer :



Un régime d'extraction qui ne transforme pas la richesse première en richesse réelle, a pour défis de casser le cercle vicieux de cette triade : (Cercle qui démarre de l'extraction des ressources, pour passer ensuite à une distribution abusive de la richesse première issue des revenus des recettes, sans consacrer une bonne part des

revenues au développement. La dépendance s'installe et nous ramène à chaque fois à la case première 'Extraction').

Une ouverture au marché dans cette situation mène à de lourdes conséquences sociales et économiques, dans le cas Nigeria par exemple, un pays qui souffre de pauvreté massive qui touche plus de 40 % de la population, qui fait face à une crise sécuritaire dans le delta du Niger qui connaît un taux très élevé du chômage et des inégalité ou encore l'exemple de la Zambie un pays atteint du syndrome hollandais et qui s'effondre à chaque fois que le prix du cuivre baisse. Dans ces pays les politiques ultra libérales et la distribution abusive, non seulement ne permettent pas de faire usage de la manne pour le développement, mais ne suffisent pas pour subvenir aux besoins de toutes une populace avec une densité en expansion et une production en baisse. Nous pouvons citer d'autres exemples d'Etats qui n'ont pas abouti la promesse du « Win-Win » alors qu'il reste riches en ressources tel que la Mongolie avec le charbon et l'Or, la Bolivie en Lithium, ou encore la République Démocratique du Congo riche en cobalt, cuivre et or. Ce qui reste injuste est que ces pays sont une pièce importante dans l'expansion et l'enrichissements des acteurs gagnants de la mondialisation.

Donc pour sortir de l'emprise, le défis de démantèlement de ce schéma de fonctionnement est en réalité un double défi, celui de transformer l'usage d'une ressource, en traçant des budgets plus importants, pour les secteurs qui permettent d'augmenter la production hors rente, miser sur des secteurs où ces pays ont un haut potentiel naturel non exploité, tel que l'agriculture, le textile, l'industrie agroalimentaire... etc. Et celui de remplace, à plus long terme, l'économie de rente par une économie sociale et solidaire, avec comme point de départ, le revenu des ressources naturelles, qui au lieu de le distribuer, le mettre dans des financements de projet d'économie sociale, cela encourage l'esprit innovant qui viendrait remplacer l'esprit rentier et offrirai des opportunités et de l'emploi¹⁷. L'ESS est le remède le plus efficace contre les inégalités, la pauvreté et entre autres le syndrome Hollandais, un modèle de fonctionnement qui répare et émancipe, la création de mutuelles, de coopératives et d'associations employeurs répond parfaitement à la crise de la dépendance (cas rentier stable ou en décomposition) car créé de l'emploi et de la diversification.

Le plus important dans ce modèle c'est qu'il met l'être humain au cœur du développement, un état qui distribue de l'argent ne règle en rien la situation de ses citoyens, alors que dans le fonctionnement ESS l'Etat pose la stratégie et met en place les mesures pour que le citoyen créé sa propre richesse et contribue au développement du pays.

Pour se faire, cela nécessite l'intervention de l'Etat Nation, assurer un rôle interventionniste qui serait efficace pour le démantèlement de la triade. Et seule l'intervention de l'Etat pour la protection des secteurs à développer, afin de permettre aux acteurs nationaux émergents de croître est efficace. Une démondialisation sectorielle serait le parfait chemin stratégique correctionnel, d'abord pour sa réalisabilité ensuite pour son efficacité ; protéger partiellement et temporairement des secteurs relève du rôle de l'Etat et permet de développer le secteur cible. Une relocalisation temporaire et partielle est aussi une politique efficace pour un développement plus efficace.

Une démondialisation sectorielle offre plusieurs possibilités, qui finalement pourrait se concorder avec l'ESS, la création de serres gérées localement, la mise en place d'usines autogérées pour produire des biens essentiels ou la mise en place de circuits courts sur le territoire. En vrai, des idées de démondialisation sectorielle peuvent découler des innovations sociales qui justement proposent des idées applicables. Des politiques jumelées avec des barrières tarifaires et un protectionnisme ciblé qui permettra aux acteurs locaux des secteurs à développer, de se positionner et accroître.

Favoriser la démondialisation alimentaire :

- Mettre en place des taxes et un protectionnisme ciblé pour le secteur agroalimentaire;
- Mettre l'accent sur les besoins alimentaires de la population;
- Améliorer les connaissances et compétences traditionnelles;
- Valoriser les producteurs et fournisseurs d'aliments;
- Circonscrire les systèmes alimentaires à une échelle locale;
- Mettre en place des politiques bien tracées d'un model agroalimentaire que l'Etat devrait accompagner sur le terrain.

La démondialisation sectorielle s'offre à l'Etat rentier comme une opportunité pour en finir avec la maladie hollandaise et remplacer le mode économique centré sur les richesses premières et miser sur le renforcement de secteurs cibles et le renforcement des entreprises nationales avec l'accompagnement et le financement des initiatives locales, ce qui rendrait la population actrice du développement et pourrait redonner à l'Etat les conditions et outils d'autonomie et d'autogouvernance économique.

4. Conclusion:

L'Etat rentier (stable ou en décomposition) est un grand perdant de la mondialisation libérale, il souffre de plusieurs maux et la globalisation le détruit s'il

ne prend pas son économie en mains. Une autre voie à celle de la dépendance rentière, et une autre stratégie à l'ouverture au marché sont possible et ont un nom : La déglobalisation sectorielle. Le point remarquable dans l'analyse des possibilités de démondialisation est le pouvoir, par la souveraineté politique, que détiennent encore les état nation.

La mondialisation n'a pas totalement évincé le rôle de l'état et sa libre décision démondialiser. Historiquement, la déglobalisation par unité a été la stratégie de tous les états gagnants mais surtout, aujourd'hui, défenseurs de la mondialisation, la Chine en est un bon exemple de l'état qui a commencé par fermer son économie pour se conditionner et solidifier des secteurs bien précis, pour d'abord assurer une autosuffisance minimale ensuite s'ouvrir à la concurrence mondiale. N'est-ce pas là l'idée même du libre-échange smithien ?

Il est peu probable que les crises actuelles conduisent à une démondialisation globale, mais les transformations que connaît le monde en ce 21eme siècle font que la démondialisation est devenue économiquement un phénomène apparent de par le recul d'une mondialisation en crise, des Etats parlent aujourd'hui de démondialisation et de planification pour faire face aux effets d'un recul, comme ça l'était pour la globalisation, celui qui ne met pas sa stratégie qui répond et s'accorde à son économie nationale sort perdant, les Etats qui aujourd'hui négligent les jalons du changements et ne planifient pas sa remondialisation risquent de subir la démondialisation et en sortir perdant.

Un Etat rentier qui ne profite pas de la globalisation, tant que maintenu dans un fonctionnement rentier non diversifié, par sa situation et surtout son potentiel, il est tout en sa faveur, de tracer un processus de démondialisation sectorielle, en employant un protectionnisme ciblé, afin de développer des secteurs autres et passer à un meilleur positionnement dans la concurrence libérale imposée par la globalisation.

5. Références :

- 1- MORIN, Edgar. Changeons de voie. Les leçons du coronavirus. Paris : Flammarion, 2021. P37.
- 2- BADIE, Bertrand, interviewer par France Inter. Sur la Guerre en Ukraine (2022). Site FI.
- 3- Clavier, Henri. «Droits de douane : « La politique de Donald Trump ne va pas favoriser la réindustrialisation des Etats-Unis ».» Public Sénat, 2025.
- 4- Hopkins, A.G. Globalization in world History. New York: E. S Edition, 2022. P127.
- 5- JOUBERT, et et LORRAIN Lionel. *Économie de la mondialisation*. Paris: Dalloz, 2015. P89
- 6- Giddens, Anthony. Les grandes approches de la mondialisation. Paris : Persée, 2020. P46

- 7- CASSEN, Bernad. « La démondialisation suite logique de l'altermondialisme. » Marianne, 1996.
- 8- BELLO, Welden. *La démondialisation : idées pour une nouvelle économie mondiale*. Editions du Rocher, 2011. P75.
- 9- BERNIER, Aurélien. *La démondialisation ou le chaos*. Paris : Utopie, 2016. P44.
- 10- GUENOLE, Thomas. *Le livre noir de la Mondialisation 400 millions de morts*. Montpellier : Tribune Libre Plon, 2022. P219.
- 11- AMIN, Samir. *La déconnexion pour sortir du système mondial*. Paris : La découverte, 1986. P 104.
- 12- KEYNES, John Menard. *Théorie générale de l'emploi, de l'interet et de la monnaie*. Paris : PATOT, 1936. P97.
- 13- OIT. « Évolution des inégalités. » New York, 2021. Site de l'OIT.
- 14- PIKETTY, Thomas. « Rapport Annuel des Inégalités. » World Inequality Database, 2025. Site officiel.
- 15- Warner, Sachs and. «Natural Resource Abundance and Economic Growth.» *Journal of Development Economics*, 1994.
- 16- Jamal Azizi, Pierre-Noël Giraud, Paul-Hervé Tamokoué Kamga, et Timothée Ollivier. *Richesses de la nature et pauvreté des nations. Essai sur la malédiction de la rente minière et pétrolière en Afrique*. Paris : Presses des Mines, 2016. P119.

6. Liste Bibliographique :

- AMIN, Samir. *La déconnexion pour sortir du système mondial*. Paris: La découverte, 1986.
- BADIE, Bertrand, interviewer par France Inter. *Sur la Guerre en Ukraine* (2022).
- BELLO, Welden. *La démondialisation : idées pour une nouvelle économie mondiale*. Editions du Rocher, 2011.
- BERNIER, Aurélien. *La démondialisation ou le chaos*. Paris: Utopie, 2016.
- CASSEN, Bernad. «La démondialisation suite logique de l'altermondialisme .» *Marianne*, 1996.
- Clavier, Henri. «Droits de douane : « La politique de Donald Trump ne va pas favoriser la réindustrialisation des Etats-Unis ».» *Public Sénat*, 2025.
- Giddens, Anthony. *Les grandes approches de la mondialisation*. Paris: Persée, 2020.
- GUENOLE, Thomas. *Le livre noir de la Mondialisation 400 millions de morts*. . Montpellier: Tribune Libre Plon, 2022.
- Hopkins, A.G. *Globalization in world History*. New York: E. S Edition, 2022.
- Jamal Azizi, Pierre-Noël Giraud, Paul-Hervé Tamokoué Kamga, et Timothée Ollivier. *Richesses de la nature et pauvreté des nations. Essai sur la*

-
- malédiction de la rente minière et pétrolière en Afrique*. Paris: Presses des Mines, 2016.
- KEYNES, John Menard. *Théorie générale de l'emploi, de l'interet et de la monnaie*. Paris: PATOT, 1936.
- Mickaël, JOUBERT, et et LORRAIN Lionel. *Économie de la mondialisation*. Paris: Dalloz, 2015.
- MORIN, Edgar. *Changeons de voie. Les leçons du coronavirus*. Paris: Flammarion, 2021.
- OIT. «Évolution des inégalités.» New York, 2021.
- PIKETTY, Thomas. «Rapport Annuel des Inégalités.» World Inequality Database, 2025.
- Warner, Sachs and. «Natural Resource Abundance and Economic Growth.» *Journal of Development Economics*, 1994.